

Compte-rendu réunion MAE/DAM (réunions du 12.09 et 22.09)

Etudier le texte au regard de la compétence de l'Union européenne en termes de signalisation maritime.

Il faut revoir l'Organisation des compétences entre le Conseil et l'Assemblée Générale => regarder quelles sont les répartitions des pouvoirs au sein de la Convention OHI.

N'est-ce pas le rôle de l'Assemblée générale d'accepter ou refuser des membres?

I- Préambule :

Proposition de remplacer le considérant suivant "Considérant que l'Association Internationale de Signalisation maritime est constituée en association en vertu de la législation française" par "**Considérant la décision de l'Assemblée général de la Corogne de mai 2014 de transformer l'Association Internationale de Signalisation maritime en organisation internationale**".

II- Texte de la Convention :

| Articles | Propositions de modifications | Commentaires |
|--|--|--|
| Article 1er : Création de l'Organisation Internationale 1. L'Organisation Internationale pour les Aides à la Navigation Maritime est créée en tant qu'organisation internationale par la pr | Article 1er : Création de l'Organisation Internationale 1. L'Organisation Internationale pour les Aides à la Navigation Maritime est créée en tant qu'organisation internationale par la présente Convention et dén | 1. Mettre en cohérence le nouveau nom de l'OI en français. 2. Prévoir dans le règlement la possibilité pour l'AG de modifier le siège |

| | | |
|--|---|---|
| <p>présente Convention et dénommée "AISM" (ci-après désignée "l'Organisation").</p> <p>2. L'Organisation a son siège en France à moins que l'Assemblée générale en décide autrement,</p> <p>3. Les langues officielles de l'Organisation sont le français, l'anglais et l'espagnol. Les langues de travail de l'Organisation sont le français et l'anglais</p> <p>4. Les modalités de fonctionnement de l'Organisation sont définies par le Règlement général.</p> | <p>dénommée "OISM" (ci-après désignée "l'Organisation")</p> <p>2. L'Organisation a son siège en France à moins que l'Assemblée générale en décide autrement,</p> <p>3. Les langues officielles de l'Organisation sont le français, l'anglais et l'espagnol. Les langues de travail de l'Organisation sont le français et l'anglais</p> <p>4. Les modalités de fonctionnement de l'Organisation sont définies par le Règlement général.</p> | <p>3. Attention à la mise en cohérence avec les langues de travail du règlement</p> |
| <p>Article 2</p> <p>Objet</p> <p>1. L'Organisation a un caractère consultatif et technique.</p> <p>2. L'Organisation a pour buts :</p> <p>(a) de veiller à ce que les mouvements des navires soient sûrs, économiques et efficaces, par l'amélioration et l'harmonisation des aides à la navigation au niveau mondial, et par tous autres moyens appropriés;</p> <p>(b) de rassembler les gouvernements, les services et les organisations concernés par la réglementation, la fourniture, l'entretien ou le fonctionnement des aides à la navigation maritime ou d'autres activités connexes ;</p> | <p>Article 2</p> <p>Objet</p> <p>1. L'Organisation a un caractère consultatif et technique.</p> <p>2. L'Organisation a pour buts :</p> <p>(a) de veiller à ce que les mouvements des navires soient sûrs, économiques et efficaces, par l'amélioration et l'harmonisation des aides à la navigation au niveau mondial, et par tous autres moyens appropriés;</p> <p>(b) de rassembler les gouvernements, les services et les organisations concernés par la réglementation, la fourniture, l'entretien ou le fonctionnement des aides à la navigation maritime ou d'autres activités connexes ;</p> <p>(c) de promouvoir l'accès à la coopération technique en toutes matières liées au développement et à</p> | <p>Soit une OI prend des décisions, soit elle édicte des recommandations.</p> |

| | | |
|---|---|---|
| <p>(c) de promouvoir l'accès à la coopération technique en toutes matières liées au développement et au transfert d'expertise, de science et de technologie en rapport avec les aides à la navigation maritime;</p> <p>(d) d'encourager et faciliter l'adoption généralisée des normes le plus élevées possibles en matières d'aides à la navigation maritime ; et</p> <p>(e) de donner un cadre à l'échange d'informations entre gouvernements et entre organisations inter-gouvernementales sur des sujets traités par l'Organisation.</p> <p>3. Pour les besoins de cette Convention le terme "aide à la navigation maritime" s'entend comme tout dispositif système ou service extérieur au navire, conçu et utilisé dans le but d'améliorer les conditions de sécurité et d'efficacité de tous les navires et/ou du trafic maritime.</p> | <p>t au transfert d'expertise, de science et de technologie en rapport avec les aides à la navigation maritime;</p> <p>(d) d'encourager et faciliter l'adoption généralisée des normes le plus élevées possibles en matières d'aides à la navigation maritime ; et</p> <p>(e) de donner un cadre à l'échange d'informations entre gouvernements et entre organisations inter-gouvernementales sur des sujets traités par l'Organisation.</p> <p>(f) L'organisation édicte à cet effet des recommandations</p> <p>3. Pour les besoins de cette Convention le terme "aide à la navigation maritime" s'entend comme tout dispositif système ou service extérieur au navire, conçu et utilisé dans le but d'améliorer les conditions de sécurité et d'efficacité de tous les navires et/ou du trafic maritime.</p> | |
| <p>Article 3</p> <p>Fonctions de l'Organisation</p> <p>Les fonctions par lesquelles l'Organisation atteint les buts mentionnés à l'article 2 sont définies comme suit :</p> <p>(a) fournir des normes, recommandations, guides, guides et manuels ou autres instruments appropriés et les porter à l'attention des</p> | <p>Article 3</p> <p>Fonctions de l'Organisation</p> <p>Les fonctions par lesquelles l'Organisation atteint les buts mentionnés à l'article 2 sont définies comme suit :</p> <p>(a) élabore des normes, recommandations, guides et manuels ou autres instruments appropriés et les porter à l'attention des gouvernements</p> | <p>Est-il nécessaire de faire une distinction entre le a et le b?</p> |

| | | |
|---|---|--|
| <p>des gouvernements, des organisations inter-gouvernementales et de ses membres, s, en tant que de besoin ;</p> <p>(b) étudier et recommander des normes, recommandations, guides et autres documents auxquels peuvent se référer les membres, tout organe ou institution spécialisée des Nations Unies ou de tout autre organisation inter-gouvernementale;</p> <p>(c) prévoir des mécanismes de consultation et d'échange d'informations, y compris sur les activités des Parties Contractantes et des membres et les développements récents ;</p> <p>(d) développer la coopération internationale par la promotion de relations de travail étroites et d'assistance entre les parties contractantes et les membres;</p> <p>(e) faciliter l'aide aux gouvernements, services et autres organisations sollicitant une assistance sur des sujets en rapport avec les aides à la navigation maritime, que ces sujets soient de nature technique, organisationnelle ou de formation ;</p> <p>(f) organiser des conférences, symposiums, séminaires, ateliers et autres manifestations en rapport avec ses travaux; et</p> <p>(g) correspondre et coopérer avec les organisations inter-gouvernementales, internationales ou autres organisations appropriées</p> | <p>nements, des organisations inter-gouvernementales et de ses membres, en tant que de besoin ;</p> <p>(b) étudier et recommander des normes, recommandations, guides et autres documents auxquels peuvent se référer les membres, tout organe ou institution spécialisée des Nations Unies ou de tout autre organisation inter-gouvernementale;</p> <p>(c) prévoir des mécanismes de consultation et d'échange d'informations, y compris sur les activités des Parties Contractantes et des membres et les développements récents ;</p> <p>(d) développer la coopération internationale par la promotion de relations de travail étroites et d'assistance entre les parties contractantes et les membres;</p> <p>(e) faciliter l'aide aux gouvernements, services et autres organisations sollicitant une assistance sur des sujets en rapport avec les aides à la navigation maritime, que ces sujets soient de nature technique, organisationnelle ou de formation ;</p> <p>(f) organiser des conférences, symposiums, séminaires, ateliers et autres manifestations en rapport avec ses travaux; et</p> <p>(g) correspondre et coopérer avec les organisations inter-gouvernementales, internationales ou autres organisations appropriées, en proposant le cas échéant des conseils spécialisés.</p> | |
|---|---|--|

| | | |
|---|--|--|
| <p>priées, en proposant le cas échéant des conseils spécialisés.</p> | | |
| <p>Article 4</p> <p>Membres</p> <p>1. L'Organisation comprend des Parties Contractantes et des membres tels que décrits dans la section 4.2 du présent article.</p> <p>2. Les membres comprennent des membres associés et des membres affiliés; les modalités de fonctionnement les concernant sont définies dans le Règlement général.</p> <p>3. Toute Partie Contractante peut solliciter par écrit auprès du Secrétaire général de l'Organisation, l'admission en qualité de membre associé d'un territoire ou groupe de territoires relevant de sa responsabilité, légale ou responsable pour la réglementation, la fourniture, l'entretien et/ou le fonctionnement d'aides à la navigation maritime.</p> <p>4. Chaque Partie Contractante est tenue de verser annuellement à l'Organisation une contribution dont le montant est déterminé en fonction de l'article 7.6(e) et de l'article 10.</p> <p>5. Les contributions financières des Parties Contractantes et les cotisations des mem</p> | <p>Article 4</p> <p>Membres</p> <p>1. L'Organisation comprend des Parties Contractantes et des membres tels que décrits dans la section 4.2 du présent article.</p> <p>2. Les membres comprennent des membres associés et des membres affiliés; les modalités de fonctionnement les concernant sont définies dans le Règlement général.</p> <p>3. Toute Partie Contractante peut solliciter par écrit auprès du Secrétaire général de l'Organisation, l'admission en qualité de membre associé d'un territoire ou groupe de territoires relevant de sa responsabilité, légale ou responsable pour la réglementation, la fourniture, l'entretien et/ou le fonctionnement d'aides à la navigation maritime.</p> <p>4. Chaque Partie Contractante est tenue de verser annuellement à l'Organisation une contribution dont le montant est déterminé en fonction de l'article 7.6(e) et de l'article 10.</p> <p>5. Les contributions financières des Parties Contractantes et les cotisations des membres sont exigibles et payables selon les dispositions du Règlement général.</p> <p>6. Les Parties Contractantes qui ne s'acquittent pas de leurs contributions dans les délais de paiem</p> | <p>Définition de ce que sont les membres associés et affiliés doit apparaître dans le texte de la Convention</p> <p>Proposition de la manière dont l'adhésion peut se faire en continuité avec le Conseil.</p> <p>Que recouvre le point 8 de cet article</p> |

| | | |
|--|--|--|
| <p>membres sont exigibles et payables selon les dispositions du Règlement général.</p> <p>6. Les Parties Contractantes qui ne s'acquittent pas de leurs contributions dans les délais de paiement impartis s'exposent à des intérêts de retard dont le taux est déterminé par le Conseil.</p> <p>7. Toute partie Contractante qui est en retard de deux ans dans le versement de ses contributions est privée, après en avoir été notifiée, des prérogatives et avantages accordés aux Parties Contractantes aux termes de la présente Convention, jusqu'au versement de ses contributions échues.</p> <p>8. Aucune Partie Contractante et aucun membre ne sera tenu pour responsable, du fait de son statut ou de sa participation à l'Organisation, des actes, manquements ou obligations de l'Organisation.</p> | <p>aiement impartis s'exposent à des intérêts de retard dont le taux est déterminé par le Conseil.</p> <p>7. Toute partie Contractante qui est en retard de deux ans dans le versement de ses contributions est privée, après en avoir été notifiée, des prérogatives et avantages accordés aux Parties Contractantes aux termes de la présente Convention, jusqu'au versement de ses contributions échues.</p> <p>8. Aucune Partie Contractante et aucun membre ne sera tenu pour responsable, du fait de son statut ou de sa participation à l'Organisation, des actes, manquements ou obligations de l'Organisation.????</p> | |
| <p>Article 5</p> <p>Structure de l'Organisation</p> <p>1. Les organes de l'Organisation sont :</p> <p>(a) l'Assemblée Générale;</p> <p>(b) le Conseil ;</p> <p>(c) les Commissions et tout organe subsidiaire nécessaire aux activités de l'Organisation</p> <p>(d) le Secrétariat.</p> | <p>Article 5</p> <p>Structure de l'Organisation</p> <p>1. Les organes de l'Organisation sont :</p> <p>(a) l'Assemblée Générale;</p> <p>(b) le Conseil ;</p> <p>(c) les Commissions et tout organe subsidiaire nécessaires aux activités de l'Organisation</p> <p>(d) le Secrétariat.</p> | <p>Les fonctions de Président et de Vice Président peuvent être supprimées et c'est l'AG qui peut élire en son sein un Président pour trois ans.</p> |

| | | |
|--|--|--|
| <p>2. L'Organisation est dotée d'un Président, d'un Vice-président élus selon les dispositions de l'article 7.</p> <p>3. Dans les cas où les décisions de l'Assemblée générale ou du Conseil ne peuvent être prises par consensus, les dispositions suivantes s'appliquent :</p> <p>(a) Seules les Parties Contractantes ont le droit de vote, lequel est exercé par le représentant désigné par chacune des Parties Contractantes;</p> <p>(b) Sauf autrement spécifié, les décisions sont prises à la majorité simple des voix</p> <p>4. Le Règlement général détermine les règles de fonctionnement applicables à chaque organe.</p> | <p>2. L'Organisation est dotée d'un Président, d'un Vice-président élus selon les dispositions de l'article 7.</p> <p>Le Président de l'Assemblée générale est élu par l'Assemblée générale au début de la session et reste élu trois ans.</p> <p>3. Dans les cas où les décisions de l'Assemblée générale ou du Conseil ne peuvent être prises par consensus, les dispositions suivantes s'appliquent:</p> <p>Dans la mesure du possible les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil se prennent par consensus des Parties contractantes, des membres associés, et des membres affiliés. Dans le cas où un consensus est impossible, il peut être recouru au vote, à la majorité simple des voix, des seules Parties Contractantes.</p> <p>(a) Seules les Parties Contractantes ont le droit de vote, lequel est exercé par le représentant désigné par chacune des Parties Contractantes;</p> <p>(b) Sauf autrement spécifié, les décisions sont prises à la majorité simple des voix</p> <p>4. Le Règlement général détermine les règles de fonctionnement applicables à chaque organe adopté par l'Assemblée générale à sa première session..</p> | |
| <p>Article 6</p> <p>Assemblée générale</p> | <p>Article 6</p> <p>Assemblée générale</p> | |

| | | |
|---|---|--|
| <p>1. L'Assemblée est l'organe de décision principal de l'Organisation et tous les membres peuvent assister à ses sessions</p> <p>2. Chaque Partie Contractante désigne un de ses délégués, de préférence le directeur d'un service légalement responsable de la réglementation, la fourniture, l'entretien ou le fonctionnement d'aides à la navigation maritime, comme son délégué principal à l'Assemblée générale.</p> <p>3. Les sessions ordinaires de l'Assemblée générale ont lieu au moins une fois tous les quatre ans ; leur fonctionnement est déterminé par le Règlement général.</p> <p>4. Les sessions extraordinaires peuvent être convoquées si le Secrétaire général est notifié par un tiers des Parties Contractantes de leur désir de tenir une session, ou à n'importe quel moment lorsque le Conseil le juge nécessaire, en respectant un préavis de quatre-vingt-dix-jours.</p> <p>5. Le quorum d'une session d'Assemblée générale est constitué d'une majorité des Parties Contractantes, à l'exclusion des Parties Contractantes privées de leurs prérogatives au titre de l'article 4.7.</p> <p>6. L'Assemblée générale est présidée par le Président ou le Vice président agit selon</p> | <p>1. L'Assemblée est l'organe de décision principal de l'Organisation et tous les membres peuvent assister à ses sessions</p> <p>2. Chaque Partie Contractante désigne un de ses délégués, de préférence le directeur d'un service légalement responsable de la réglementation, la fourniture, l'entretien ou le fonctionnement d'aides à la navigation maritime, comme son délégué principal à l'Assemblée générale.</p> <p>3. Les sessions ordinaires de l'Assemblée générale ont lieu au moins une fois tous les quatre- trois ans ; leur fonctionnement est déterminé par le Règlement général.</p> <p>4. Les sessions extraordinaires peuvent être convoquées si le Secrétaire général est notifié par un tiers des Parties Contractantes de leur désir de tenir une session, ou à n'importe quel moment lorsque le Conseil le juge nécessaire, en respectant un préavis de quatre-vingt-dix-jours.</p> <p>5. Le quorum d'une session d'Assemblée générale est constitué d'une majorité des Parties Contractantes, à l'exclusion des Parties Contractantes privées de leurs prérogatives au titre de l'article 4.7.</p> <p>6. L'Assemblée générale est présidée par le Président ou le Vice président agit selon les termes de la présente Convention et du Règlement général.</p> | <p>=> Supprimer ou déplacer dans le règlement général</p> |
|---|---|--|

| | | |
|--|--|--|
| <p>elon les termes de la présente Convention on et du Règlement général.</p> <p>7. L'Assemblée générale :</p> <p>(a) décide de l'orientation générale et de la vision stratégique de l'Organisation ;</p> <p>(b) établit le Règlement générale de l'Organisation et les Règles de procédure de l'Assemblée générale, du Conseil, des Commissions et des autres organes subsidiaires de l'Organisation ;</p> <p>(c) élit le Conseil selon les termes de l'article 7 ;</p> <p>(d) détermine et révisé les dispositions financières de l'Organisation ;</p> <p>(e) examine les rapports et propositions qui lui sont présentés par des Parties Contractantes, par le Conseil ou par le Secrétaire général ;</p> <p>(f) adopte les normes ;</p> <p>(g) formule des recommandations aux Parties Contractantes et aux membres sur tout sujet qui relève de la compétence de l'Organisation ;</p> <p>(h) prend toute décision sur tout sujet relevant de la compétence de l'Organisation ; et</p> <p>(i) délègue, lorsque cela est approprié et nécessaire, des responsabilités du Conseil.</p> | <p>L'Assemblée générale élit son Président pour trois ans.</p> <p>7. L'Assemblée générale :</p> <p>(a) décide de l'orientation générale et de la vision stratégique de l'Organisation ;</p> <p>(b) établit le Règlement générale de l'Organisation et les Règles de procédure de l'Assemblée générale, du Conseil, des Commissions et des autres organes subsidiaires de l'Organisation ;</p> <p>(c) élit le Conseil selon les termes de l'article 7 ;</p> <p>(d) détermine et révisé les dispositions financières de l'Organisation ; vote le budget et vérifie son exécution.</p> <p>(e) examine les rapports et propositions qui lui sont présentés par des Parties Contractantes, par le Conseil ou par le Secrétaire général ;</p> <p>(f) adopte les normes et</p> <p>(g) formule des recommandations aux Parties Contractantes et aux membres sur tout sujet qui relève de la compétence de l'Organisation ;</p> <p>(h) prend toute décision sur tout sujet relevant de la compétence relatif au fonctionnement de l'Organisation ; et</p> <p>(i) délègue, lorsque cela est approprié et nécessaire, des responsabilités du Conseil.</p> | |
|--|--|--|

| | | |
|---|--|---|
| <p>Article 7</p> <p>Conseil</p> <p>1. Le Conseil est l'organe exécutif de l'Organisation et est responsable de la direction des activités de l'Organisation</p> <p>2. Le Conseil est composé d'un maximum de vingt-trois (23) membres élus et d'un (1^{er}) membre non élus.</p> <p>3. Les membres du Conseil élus le sont par scrutin par l'Assemblée générale aux termes du Règlement général.</p> <p>4. La Partie Contractante de l'Etat dans lequel l'Organisation a son siège "Etat hôte" est le membre non-élu du Conseil.</p> <p>5. Au Conseil, les Parties Contractantes devraient de référence être représentées soit par le directeur d'un service légalement responsable de la réglementation, la fourniture, l'entretien ou le fonctionnement d'aides à la navigation maritime, soit par son représentant ou sa représentante.</p> <p>6. le Conseil :</p> <p>(a) élit parmi ses membres le Président et le Vice-Président;</p> <p>(b) exerce les responsabilités qui peuvent lui être déléguées par l'Assemblée générale</p> <p>(c) coordonne les activités de l'Organisation dans le cadre de l'orientation, de la vision stratégique et du budget prévus</p> | <p>Article 7</p> <p>Conseil</p> <p>1. Le Conseil est l'organe exécutif de l'Organisation et est responsable de la direction des activités de l'Organisation</p> <p>2. Le Conseil est composé d'un maximum de vingt-trois (23) membres élus et d'un (1^{er}) membre non élus .</p> <p>3. Les membres du Conseil élus le sont par scrutin par l'Assemblée générale aux termes du Règlement général.</p> <p>4. La Partie Contractante de l'Etat dans lequel l'Organisation a son siège "Etat hôte" est le membre non-élu du Conseil.</p> <p>5. Au Conseil, les Parties Contractantes devraient de référence être représentées soit par le directeur d'un service légalement responsable de la réglementation, la fourniture, l'entretien ou le fonctionnement d'aides à la navigation maritime, soit par son représentant ou sa représentante.</p> <p>6. le Conseil :</p> <p>(a) élit parmi ses membres le Président et le Vice-Président;</p> <p>(b) exerce les responsabilités qui peuvent lui être déléguées par l'Assemblée générale (c) coordonne les activités de l'Organisation dans le cadre de l'orientation, de la vision stratégique et du budget prévisionnel décidés par l'Assemblée générale ;</p> | <p>Proposer le renouvellement du Conseil pour moitié tous les 2 ans en même temps que l'élection de l'AG.</p> |
|---|--|---|

| | | |
|--|---|--|
| <p> évisionnel décidés par l'Assemblée générale ; (d) approuve le budget annuel, les comptes et le rapport annuel ; (e) décide du montant des contributions financières des Parties Contractantes et des membres ; (f) convoque l'Assemblée générale ; (g) fait rapport à l'Assemblée générale du travail accompli par l'Organisation ; (h) nomme un Secrétaire général, conformément au Règlement général; (i) examine les propositions qui lui sont présentées, conformément au Règlement général ; (j) soumet à l'Assemblée générale toute question appelant une décision d'Assemblée générale ; (k) approuve les recommandations, guides, manuels et autres documents appropriés ; (l) approuve les soumissions aux autres organisations ; (m) décide des mandats des Commissions et des organes subsidiaires ; (n) approuve et révisé les programmes de travail des Commissions ; et (o) décide du lieu et de l'année des conférences et symposiums tel que stipulé dans le Règlement général. </p> | <p> (d) approuve le budget annuel, les comptes et le rapport annuel ; (e) décide du montant des contributions financières des Parties Contractantes et des membres ; (f) convoque l'Assemblée générale ; (g) fait rapport à l'Assemblée générale du travail accompli par l'Organisation ; (h) nomme un Secrétaire général, conformément au Règlement général; (i) examine les propositions qui lui sont présentées, conformément au Règlement général ; (j) soumet à l'Assemblée générale toute question appelant une décision d'Assemblée générale ; (k) approuve les recommandations, guides, manuels et autres documents appropriés ; (l) approuve les soumissions aux autres organisations ; (m) décide des mandats des Commissions et des organes subsidiaires ; (n) approuve et révisé les programmes de travail des Commissions ; et (o) décide du lieu et de l'année des conférences et symposiums tel que stipulé dans le Règlement général. </p> | |
|--|---|--|

| | | |
|--|--|--|
| <p>Article 8</p> <p>Commissions et autres organes subsidiaires</p> <p>Des Commissions et autres organes subsidiaires peuvent être établis par l'Assemblée générale ou le Conseil en appui à la réalisation des buts de l'Organisation; ils agissent en accord avec la présente Convention et le Règlement général.</p> | | |
| <p>Article 9</p> <p>Secrétariat</p> <p>1. Le Secrétariat permanent de l'Organisation comprend le Secrétaire général et du personnel technique et administratif que l'exigent les travaux de l'Organisation.</p> <p>(a) le Secrétaire général est nommé pour une période de quatre ans et peut voir son mandat renouvelé une fois pour une nouvelle période n'excédant pas quatre années ;</p> <p>(b) le Secrétaire général est responsable de la gestions courante de l'Organisation, en fonction des directives édictées par le Conseil ou l'Assemblée générale.</p> <p>2. Le personnel du Secrétariat est engagé par le Secrétaire général, qui détermine les termes d'engagement et les tâches à effectuer.</p> <p>3. Le Secrétariat :</p> | | |

| | | |
|--|--|--|
| <p>(a) tient à jour tous les enregistrements nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'Organisation et prépare, recueille et distribue tous les renseignements qui peuvent être demandés;</p> <p>(b) sous la direction du Conseil, gère les finances de l'Organisation en accord avec le Règlement général ;</p> <p>(c) prépare le budget annuel et les comptes</p> | | |
| <p>Article 10</p> <p>Financement et dépenses</p> <p>1. Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Organisation doivent correspondre au montant des ressources constituées par :</p> <p>(a) les contributions des Parties Contractantes ;</p> <p>(b) les cotisations annuelles des membres ;</p> <p>(c) des dons, legs, subventions, cadeaux; et</p> <p>(d) toutes autres sources autorisées par le Secrétaire général.</p> <p>2. Les prévisions budgétaires et les états financiers sont approuvés par le Conseil.</p> <p>3. Après approbation par le Conseil des états financiers certifiés, le Secrétariat com</p> | | |

| | | |
|---|--|--|
| <p>mmuniquer ces états aux Parties Contractantes et aux membres, en accord avec le Règlement général.</p> | | |
| <p>Article 11 Personnalité juridique, privilèges et immunités</p> <p>1. L'Organisation possède une personnalité juridique internationale et est capable de :</p> <p>(a) conclure des contrats ; (b) acquérir et aliéner des biens meubles et immeubles liés à son activité; et (c) ester en justice.</p> <p>2. Sous réserve de l'accord de chaque Partie Contractante, l'Organisation jouit sur le territoire de la Partie Contractante des privilèges et immunités qui sont nécessaires à l'atteinte de ses objectifs et à l'exercice de ses fonctions. Sur le territoire de tout Etat partie à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947, ce statut juridique, ces privilèges et ces immunités sont ceux qui sont définis dans ladite Convention.</p> <p>3; l'Organisation peut coopérer avec des gouvernements, des organisations et d'autres structures, et conclure des accord avec eux.</p> | | |

| | | |
|---|---|---|
| <p>Article 12</p> <p>Amendements</p> <p>1. Toute Partie Contractante peut proposer [au gouvernement de la France en sa qualité de] Dépositaire, par écrit, un amendement à la présente Convention.</p> <p>2. Le Dépositaire [le gouvernement de la France] doit adresser la proposition d'amendement à toutes les Parties Contractantes et au Secrétaire général six mois au moins avant son examen par l'Assemblée Générale.</p> <p>3. La proposition d'amendement est acceptée par scrutin de l'Assemblée Générale sous réserve de son approbation par une majorité des deux-tiers des Parties Contractantes présentes et votantes, à l'exclusion des Parties Contractantes privées de leurs prérogatives au titre de l'article 4.7. Le Dépositaire [le gouvernement de la France] communique aux Parties Contractantes et au Secrétaire général tout amendement ainsi accepté.</p> <p>4. Tout amendement adopté selon les termes de l'article 12.3 est communiqué par le Dépositaire [le gouvernement de la France] à toutes les Parties Contractantes et au Secrétaire général. L'amendement est considéré comme accepté au terme d'une période de douze mois après la</p> | <p>Article 12</p> <p>Amendements</p> <p>1. Toute Partie Contractante peut proposer [au gouvernement de la France en sa qualité de] Dépositaire, par écrit, un amendement à la présente Convention.</p> <p>2. Le Dépositaire <u>[le gouvernement de la France]</u> doit adresser la proposition d'amendement à toutes les Parties Contractantes et au Secrétaire général six mois au moins avant son examen par l'Assemblée Générale.</p> <p>3. La proposition d'amendement est acceptée par scrutin de l'Assemblée Générale sous réserve de son approbation par une majorité des deux-tiers des Parties Contractantes présentes et votantes, à l'exclusion des Parties Contractantes privées de leurs prérogatives au titre de l'article 4.7. Le Dépositaire [le gouvernement de la France] communique aux Parties Contractantes et au Secrétaire général tout amendement ainsi accepté.</p> <p>4. Tout amendement adopté selon les termes de l'article 12.3 est communiqué par le Dépositaire [le gouvernement de la France] à toutes les Parties Contractantes et au Secrétaire général. L'amendement est considéré comme accepté au terme d'une période de douze mois après la date de sa communication, sauf à ce que durant cette période un quart au moins des Etats Parties à la Convention au moment de l'adoption de cet</p> | <p>Faut-il une phrase pour lier dépositaire ou Etat hôte de manière à ce que les deux soient liés?</p> <p>Dans tous les cas il ne vaut mieux pas notifier "le gouvernement de la France" en cas de changement de siège.</p> |
|---|---|---|

| | | |
|---|---|--|
| <p>s la date de sa communication , sauf à ce q ce que durant cette période un quart au m u moins des Etats Parties à la Convention a on au moment de l'adoption de cet amend endement ait fait savoir au Dépositaire qu'il qu'ils ne l'approuvaient pas ; dans un tel ca l cas l'amendement est rejeté et sans effet. fet.</p> <p>5. Un amendement tenu pour accepté selo n les termes de l'article 12.4 entre en vigue ur six mois après son acceptation.</p> | <p>e cet amendement ait fait savoir au Dépositaire qu'il qu'ils ne l'approuvaient pas ; dans un tel cas l'amen dement est rejeté et sans effet.</p> <p>5. Un amendement tenu pour accepté</p> | |
| <p>Article 13</p> <p>Interprétations et litiges</p> <p>Toute question ou litige concernant l'interp rétation ou l'application de la présente Con vention se faisant jour entre ou parmi les P arties Contractantes, qui n'est pas résolu pa r la négociation ou grâce aux bons offices d u Conseil, peut être soumis à une assemblé e de trois arbitres indépendants nommés p ar le Secrétaire général de la Cour permane nte d'arbitrage, à moins que les parties en c onflit ne conviennent d'un autre mode de r èglement.</p> | | |
| <p>Article 14</p> <p>Signature, Ratification et Adhésion</p> | | |
| <p>Article 15</p> <p>Entrée en vigueur</p> | | |

| | | |
|---|--|--|
| Article 16 Dénonciation | | |
| Article 17 Fin de la Convention 1. Il pourra être mis fin à la présente Convention par décision de l'Assemblée générale prise à la majorité des deux tiers des Parties Contractantes présentes et votantes, à l'exception des Parties Contractantes privées de leurs prérogatives au titre de l'article 4.7. 2. La date de la fin de la présente Convention interviendra douze mois après la date de la décisions ci-dessus mentionnée et pendant la période séparant ces deux dates le Conseil sera responsable de la liquidation de l'Organisation conformément au Règlement général. | Article 17 Fin de la Convention 1. Il pourra être mis fin à la présente Convention par décision de l'Assemblée générale prise à la majorité des deux tiers des Parties Contractantes présentes et votantes, à l'exception des Parties Contractantes privées de leurs prérogatives au titre de l'article 4.7. | Poser la question à l'AIISM de l'idée de derrière laquelle "présentes et votantes" => quid du vote électronique? peut-il être pris en compte. |
| Article 18 Dispositions transitoires 1. A l'entrée en vigueur de la présente Convention tous les membres nationaux de l'Association internationale de Signalisation Maritime qui ne sont pas parties Contractantes pourront, sous réserve d'approbation par le Conseil et avec leur accord, devenir membres associés de l'Organisation. | | Dans les autres OI, à partir du moment où une Partie Contractante est déjà membre d'une autre OI, le pays hôte reçoit la demande et la diffuse à l'ensemble et c'est réputé accepté. |

| | | |
|---|---|--|
| <p>En foi de quoi les soussignés, étant dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.</p> <p>Fait à le en langue française, en langue anglaise et en langue espagnole, chaque texte étant également authentique, dont les originaux seront déposés aux archives du [gouvernement de la France] Dépositaire. Le Dépositaire [gouvernement de la France] en transmettra une copie certifiée conforme à tous les gouvernements [signataires et adhérents], et au Secrétaire général de l'Organisation.</p> | <p>En foi de quoi les soussignés, étant dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.</p> <p>Fait à le en langue française, en langue anglaise et en langue espagnole, chaque texte étant également authentique, faisant foi, dont les originaux seront déposés aux archives du [gouvernement de la France] Dépositaire. Le Dépositaire [gouvernement de la France] en transmettra une copie certifiée conforme à tous les gouvernements [signataires et adhérents], et au Secrétaire général de l'Organisation.</p> | |
|---|---|--|

III- Règlement général

Veiller à la manière dont le Règlement général est adopté :

- qui?
- en fonction de quelles modalités?

Si le règlement est une annexe de la Convention, bien l'inscrire en tant que tel, en revanche s'il n'est pas une annexe, il n'est pas nécessaire de l'adopter en même temps que la Convention, discussion qui pourra être indépendante.